

soit pas une stratégie d'attente de la crise révolutionnaire, mais une stratégie permettant dès maintenant de résoudre le problème de la liaison avec les masses, d'élaboration de mots d'ordre politiques tactiques préparant une perspective de crise, et éduquant les masses dans cette perspective.

Il est bien évident que le problème du développement de l'organisation et de l'élaboration stratégique sont indissociables. Si l'on cherche à le poser en termes de priorités, on inaugure un cercle vicieux : pour s'implanter il faut une stratégie, pour avoir une stratégie, il faut être implanté ! Et c'est bien parce que ces deux tâches sont simultanées et se conditionnent réciproquement qu'il y a des difficultés. D'autant qu'il faut comprendre combien notre position a changé après mai. Avant mai, groupuscule marginal, regroupé sur critères strictement idéologiques, nous recrutions pratiquement sur la base du commentaire de la lutte des classes. N'ayant d'existence que par la parole et l'écriture, tout nous était permis, nous n'avions aucune responsabilité réelle. Si le P.C.F. lance une initiative, elle a des conséquences pratiques qui se traduisent par des risques, des pertes de militants, ou pire selon les circonstances. Nous, nous pouvions déclarer pratiquement n'importe quoi sans sanction pratique ; le risque le plus grave était de perdre un ou quelques militants avisés. Aujourd'hui la position est quasiment inversée. Nous ne pouvons plus nous contenter du commentaire idéologique, nous devons aussi, même si nos forces sont limitées, proposer des initiatives concrètes ayant un impacte réel, même minime sur la lutte des classes. Nombre d'ouvriers disponibles mais encore sceptiques après mai ne nous jugeront que sur pièces. D'où le poids écrasant des responsabilités et des tâches alors que nos forces pour les assumer demeurent très restreintes. Face à cela, nous n'avons aussi qu'une garantie : agir comme une organisation nationale, corriger les éventuels délires locaux, les théorisations abusives, par la pratique *nationale* de l'organisation, permettant seule une prise plus solide sur la réalité des luttes, et une meilleure connaissance des possibilités de l'heure.

Cela signifie en particulier que nous devons transformer notre système d'organisation de façon à assumer ces tâches. La référence au centralisme démocratique n'était pas explicite, on se contentait d'y tendre sans savoir pourquoi. Par devoir plus que par compréhension réelle de la théorie de l'organisation. Aujourd'hui nous devons expliciter le pourquoi de ces références, définir un système d'organisation qui permette de systématiser une politique de formation en rapport avec les préoccupations militantes, de penser et structurer nationalement le travail ouvrier, d'accroître nos capacités d'initiatives nationales pesant dans l'évolution du rapport des forces.

Pour toutes ces raisons l'apparition et l'affermissement rapides de l'organisation nous semblent être d'une réelle urgence et ne pas se limiter à l'inauguration d'une boutique politique bigarrée, d'un drugstore à l'enseigne alléchante.

Derrière les critiques rapides que nous avons pu faire aux textes 7, 10 et 11, court une autre conception de la lutte politi-